

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne  
Site de Guéret  
Cité administrative - Bâtiment B1  
17 place Bonnyaud  
23000 Guéret**

**Guéret, le 8 septembre 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**STEPHAN Bernard**

La Gare  
23350 Nouziers

**Références : 2025-09-08 UID232025-072r georisques**  
Code AIOT : 0006004512

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement STEPHAN Bernard implanté La Gare 23350 Nouziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEPHAN Bernard
- La Gare 23350 Nouziers
- Code AIOT : 0006004512
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il a été procédé le 21 mai 2025 à une inspection sur la commune de Nouziers d'un dépôt de déchets, détenu par M. Bernard STEPHAN. Il est apparu que ce dernier détenait ce dépôt sans avoir bénéficié d'une autorisation préfectorale ad hoc.

L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 a mis M. STEPHAN en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations. L'inspection du 26 août 2025 s'est inscrite dans un cadre de vérification de la bonne application des prescriptions de l'arrêté préfectoral précité.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets
- VHU

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation de la situation (dépôt de déchets)	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de l'amélioration globale de la situation et des enlèvements prévus, il n'est pas proposé pour l'instant de suite administrative concernant cette affaire. Un nouveau contrôle sur site est prévu dans les semaines à venir.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Régularisation de la situation (dépôt de déchets)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, -
<p><b>Prescription contrôlée :</b> M. Bernard STEPHAN, domicilié au lieu-dit « La Gare - 23350 Nouziers », est mis en demeure d'évacuer les déchets dangereux (batteries usagées notamment) et non dangereux (métaux et véhicules hors d'usage notamment) qu'il détient sur les parcelles cadastrées n° 844 et n° 845 section 0C de la commune de Nouziers, selon des filières réglementaires adaptées et autorisées, et en procédant à la remise en état du site conformément aux dispositions de l'article L.512-7-6 du Code de l'environnement.</p> <p>Délai maximal : 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les délais précités courent à compter de la date notification du présent arrêté à l'exploitant.</p> <p><b>Constats :</b> M. STEPHAN a évacué une partie des déchets présents sur le site, notamment la plupart des batteries usagées (il en résultait moins d'une tonne au jour de l'inspection) et un volume important de déchets de métaux. Toutefois, il subsistait sur place 11 véhicules hors d'usage et un dépôt de ferrailles diverses représentant une surface supérieure à 100 m². Deux enlèvements de déchets via des poids-lourds sont de nouveau prévus les 16 et 17 septembre prochain. Vu ce qui précède, il apparaît que le dépôt résiduel détenu par M. STEPHAN relève toujours de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois





